

● (1420)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, qu'il me soit permis de citer le *Globe and Mail* de ce matin:

Le ministre des Finances, Michael Wilson, s'avance dans la bonne voie avec encore plus d'énergie que le printemps dernier. Son engagement à comprimer les dépenses est plus crédible, son objectif d'augmenter les recettes plus vraisemblable politiquement. Le budget fédéral d'hier est meilleur...

C'est un bon budget.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Ce chroniqueur est conservateur.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Français]

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, le dollar canadien qui se transigeait à 71.94 cents se transige maintenant à 70.67...

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. Une seule autre question, s'il vous plaît.

[Français]

M. Garneau: Le ministre des Finances pourrait-il nous dire ce qu'il a l'intention de faire pour corriger cette situation déplorable suite à son budget d'hier?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'ai qu'une observation à faire sur les propos du député.

M. Deans: Pourquoi n'y répondez-vous pas?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je l'incite à ne pas tirer de conclusion après une activité boursière de trois ou quatre heures à peine. Il faut quelque temps avant que les marchés puissent analyser un document de cette envergure. C'est pourquoi il faut patienter quelque peu.

Une voix: C'est ce que vous aviez dit à propos des banques l'an dernier.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): J'ai un autre passage à citer:

La devise canadienne va sans doute se stabiliser, voire peut-être se raffermir par rapport à la devise américaine.

Telle est l'opinion de Peter Rester, vice-président de la Searson Brothers Investment Bank de New York.

Des voix: Bravo!

L'IMPACT DU BUDGET SUR LE CONTRIBUABLE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. D'autres

Questions orales

membres du gouvernement et lui prétendent avoir été élus pour débarrasser les Canadiens de la bureaucratie.

Le fardeau fiscal étant encore alourdi depuis hier soir, la famille moyenne doit maintenant faire face à une hausse d'impôt totale d'environ \$1,300, la plus forte de l'histoire contemporaine.

Que peut répondre le ministre à l'homme qui a dit à la télévision, hier soir, qu'au lieu de laisser les Canadiens souffler un peu, le gouvernement les écrasait sous le poids des impôts.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais d'abord souligner l'importance du problème. Il faut absolument mettre un terme à la croissance de la dette qui augmente au rythme de 20 à 25 p. 100 et pour cela, tous les Canadiens doivent conjuguer leurs efforts.

Je dirai ensuite que si nous parvenons à réduire ce déficit, les taux d'intérêt baisseront et il lui sera plus facile de renouveler son hypothèque, chose dont le député se préoccupait récemment. Cela allégerait également la dette de ses enfants et petits-enfants qui n'auront pas à payer des impôts beaucoup plus considérables comme ils devront le faire si nous ne réglons pas ce problème.

M. le Président: A l'ordre.

L'INCIDENCE SUR LES CONTRIBUABLES À REVENUS ÉLEVÉS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre n'ignore pas non plus que le Canadien moyen tient à une certaine justice.

Le ministre peut-il reconnaître qu'à la suite de son budget d'hier soir, un contribuable ayant un revenu annuel de \$40,000 et deux enfants à charge, devra payer plus d'impôts tandis que celui qui gagne \$100,000 et qui a également deux enfants à charge payera \$800 de moins? Est-ce ainsi que les conservateurs conçoivent la justice?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens à souligner que, selon notre Plan financier, en 1987-1988, l'augmentation nette de l'impôt sur le revenu des particuliers sera de \$460 et celle de l'impôt sur le revenu des sociétés, de \$805. C'est là un bon équilibre.

M. Orlikow: Pourquoi n'avez-vous répondu à la question?

LA CONCEPTION DE LA JUSTICE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre n'ignore pas que, d'ici deux ans, l'impôt sur les sociétés baissera tandis que celui des particuliers augmentera de 7 milliards. Cela ne correspond à notre idée de la justice.

Je demande au ministre de répondre à ma deuxième question. Reconnaît-il que ceux qui gagnent \$100,000 par an bénéficieront, dans deux ans, d'une réduction d'impôt de \$800 tandis que le contribuable moyen subira une hausse d'impôt? Est-ce ainsi qu'il conçoit la justice? Répondez à cette question.